

Pierre Nespoulous

Octobre 2003



CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS

# Les Dossiers du CNI

## L'Europe encore...

Pierre Nespoulous  
Conseiller régional de Midi-Pyrénées  
Fédération du Tarn

Les résultats contradictoires de deux scrutins du 13 et 14 septembre dernier montrent combien il reste de chemin à parcourir.

Tièdes, manquant sans doute de cœur et de sentiment, les suédois, que l'on a voulu souvent montrer en exemple d'une société socialiste et assistée par l'Etat, ont dit non au référendum pour accepter l'euro. Résistance passive et égoïste à une unité européenne qui, pour une fois, ne se fera pas à coups de guerres et d'invasions. Différent est l'enthousiasme des pays de l'Est qui, au sortie de trois quarts de siècle d'une histoire dramatique sous la botte soviétique, voient avec espoir dans l'Europe une issue pour leur faire oublier le totalitarisme. Ainsi, les Estoniens ont, eux, ratifié l'adhésion de leur pays à l'Europe.

Sans aucun doute, cela s'explique. Embourgeoisés, les premiers ont oublié, voire n'ont pas connu les générations de moins de soixante ans, les guerres cruelles qui ont embrasé le continent avec leur cortège de difficultés. C'est un sentiment que l'on perçoit hélas aussi chez nous, avec la montée des individualismes face à l'intérêt général, puisqu'il paraît ne plus y avoir de danger. Les seconds sont à peine sortis de la plus grande escroquerie politique de l'histoire, du communisme et de ses millions de morts, dont ils ont, il y a peu encore, souffert.

C'est dans cette situation paradoxale que, peu à peu, se construit l'Europe, avec l'opiniâtreté des bâtisseurs qui souhaitent que cette maison ne soit pas uniquement celle de quelques dirigeants mais celle de millions d'individus oublieux de ce que le passé a connu de déchirements mais celle de millions d'individus oublieux de ce que le passé a connu de déchirements et de guerres fratricides. Sur ce plan, le chantier est encore vaste : l'Europe était présentée par ses courageux et généreux fondateurs, à un moment dramatique de l'Histoire, comme une garantie et une assurance et non comme elle l'est pour certains de nos jours, comme une plaie avec la bureaucratie de Bruxelles. Il faut que les peuples reviennent à cette chance historique et à ce projet de civilisation. Le projet de traité constitutionnel qui a été présenté au Conseil européen de Thessalonique les 20 et 21 juin derniers est destiné à rapprocher les institutions européennes des citoyens et à préparer l'Union à 25 pays.

Conscients du tournant historique que représente l'idée d'une constitution pour l'Europe, gage de paix (on ne conçoit pas un Etat des Etats-Unis en guerre avec son voisin !), nombreux sont ceux tressent à bon droit des lauriers, pour son travail patient et assidu, à Valéry Giscard d'Estaing, Président de la Commission Constitutionnelle, dont les travaux vont être soumis à adoption lors de la conférence intergouvernementale de la mi-octobre. Certes, il s'agit d'un projet et de nombreux points auront été débattus, voire des querelles apaisées avant l'adoption définitive de cette Constitution pour l'Europe.

Et puis, quelle Europe ? Lancée dans l'élargissement, l'Union court le danger de privilégier le formalisme des bureaucrates à la création d'une unité de vue crédible. On le voit bien avec la question de l'adhésion de la Turquie, dont nous avons appris à l'école primaire qu'elle était en Asie Mineure et non en Europe et dont nous savons qu'elle n'a pas avec nous d'unité de tradition pour la culture et la religion.

Mais que d'efforts et de chemin parcouru depuis Jean Monnet et Robert Schuman pour revenir à une unité que Charles Quint et François Ier, avec leur stupide querelle, ont fait voler en éclats !